

Chambre des Représentants

SESSION 1958-1959.

PROJET DE LOI

portant approbation de l'Accord relatif aux transports aériens entre la Belgique et la Turquie, et de l'annexe, signés à Ankara, le 25 octobre 1956.

EXPOSE DES MOTIFS

MESDAMES, MESSIEURS,

L'Accord conclu à Ankara, le 25 octobre 1956, entre le Gouvernement belge et le Gouvernement de la République turque, a pour but de donner une base juridique aux relations aériennes entre les deux pays.

Il autorise la Sabena à faire escale en territoire turc et à y embarquer ou débarquer, en trafic international, des passagers, des marchandises et du courrier.

Indépendamment des services entre la Belgique et la Turquie, la Sabena pourra exploiter en faisant escale en des points du territoire turc, des lignes aériennes vers l'Asie et l'Afrique.

De son côté, la compagnie turque aura le droit d'exploiter également des lignes aériennes entre les territoires turc et belge ainsi que des services comprenant des escales intermédiaires sur des aéroports belges.

La majeure partie des dispositions de l'Accord découlent de la Convention relative à l'aviation civile internationale, signée à Chicago, le 7 décembre 1944 et approuvée par la loi du 30 avril 1947 (*Moniteur Belge* du 2 décembre 1948). Il est du type habituel des accords de ce genre. L'article 9 contient une clause compromissoire qui nécessite l'approbation par les Chambres. C'est cet accord, sujet à ratification, que nous avons l'honneur, Mesdames, Messieurs, de soumettre à présent à votre approbation.

Pour le Ministre des Affaires étrangères, absent.

Le Ministre du Commerce extérieur,

Le Ministre des Communications,

Le Ministre du Commerce extérieur,

J. VAN OFFELEN.

De Minister van Verkeerswezen,

P. W. SEGERS.

De Minister van Buitenlandse Handel,

J. VAN OFFELEN.

Kamer der Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1958-1959.

WETSONTWERP

houdende goedkeuring van de Overeenkomst inzake luchtvervoer tussen België en Turkije, en van de bijlage, ondertekend op 25 oktober 1956, te Ankara.

MEMORIE VAN TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

De Overeenkomst op 25 oktober 1956 te Ankara afgesloten tussen de Belgische Regering en de Regering van de Turkse Republiek, heeft tot doel het luchtverkeer tussen beide landen op juridische grondslag te regelen.

Krachtens deze overeenkomst is het de Sabena toegelaten te landen op Turks grondgebied en er in internationaal verkeer, reizigers, goederen en post op te nemen of af te zetten.

Afgezien van de diensten tussen België en Turkije, zal de Sabena luchtvaartlijnen naar Azië en Afrika mogen exploiteren met tussenlandingen op Turks grondgebied.

Van haar kant, zal de Turkse maatschappij het recht hebben eveneens luchtvaartlijnen tussen Turkije en België te exploiteren evenals diensten welke tussenlandingen op Belgische luchthavens omvatten.

De meeste bepalingen van de Overeenkomst vloeien voort uit de Overeenkomst betreffende de Internationale Burgerluchtvaart ondertekend op 7 december 1944 te Chicago, en goedgekeurd bij wet van 30 april 1947 (*Belgisch Staatsblad* van 2 december 1948). Deze overeenkomst is opgesteld volgens het patroon gebruikelijk voor dergelijke internationale akten. In artikel 9 komt een arbitrage-bepaling voor welke door de Kamers moet goedgekeurd worden. Wij hebben thans de eer, Dames en Heren, U deze overeenkomst, onderworpen aan de bekrachtigingsprocedure, ter goedkeuring voor te leggen.

Voor de Minister van Buitenlandse Zaken, afwezig,

De Minister van Buitenlandse Handel,

G. — 569

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Affaires étrangères, le 30 septembre 1959, d'une demande d'avis sur un projet de loi « portant approbation de l'accord relatif aux transports aériens entre la Belgique et la Turquie, et de l'annexe, signés à Ankara, le 25 octobre 1956 », a donné le 7 octobre 1959 l'avis suivant :

Le projet n'appelle pas d'observations.

La chambre était composée de :

Messieurs : J. Suetens, premier président,
L. Moureau et G. Holoye, conseillers d'Etat,
P. Coart-Fresart et P. Ansiaux, assesseurs de la section
de législation,
C. Rousseaux, greffier adjoint, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. Suetens.

Le rapport a été présenté par M. W. Lahaye, auditeur général adjoint.

Le Greffier,

(s.) C. ROUSSEAU.

Le Président,

(s.) J. SUETENS.

PROJET DE LOI

BAUDOUIN,

Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires étrangères, de Notre Ministre des Communications et de Notre Ministre du Commerce extérieur,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires étrangères, Notre Ministre des Communications et Notre Ministre du Commerce extérieur sont chargés de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

Article unique.

L'Accord relatif aux transports aériens entre la Belgique et la Turquie, et l'annexe, signés à Ankara, le 25 octobre 1956, sortiront leur plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 20 octobre 1959.

BAUDOUIN.

PAR LE ROI :

*Pour le Ministre des Affaires étrangères, absent,
Le Ministre du Commerce extérieur,*

Le Ministre des Communications,

Le Ministre du Commerce extérieur,

J. VAN OFFELEN.

P. W. SEGERS.

J. VAN OFFELEN.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 30^e september 1959 door de Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet « houdende goedkeuring van de overeenkomst inzake luchtvervoer tussen België en Turkije, en van de bijlage, ondertekend op 25 oktober 1956, te Ankara », heeft de 7^e oktober 1959 het volgend advies gegeven :

Bij het ontwerp zijn geen opmerkingen te maken.

De kamer was samengesteld uit :

De Heren : J. Suetens, eerste-voorzitter,
L. Moureau en G. Holoye, raadsheren van State,
P. Coart-Fresart en P. Ansiaux, bijzitters van de afde-
ling wetgeving,
C. Rousseaux, adjunct-griffier, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. Suetens.

Het verslag werd uitgebracht door de H. W. Lahaye, adjunct-auditeur-generaal.

De Griffier,

(get.) C. ROUSSEAU.

De Voorzitter,

(get.) J. SUETENS.

WETSONTWERP

BOUDEWIJN,

Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Zaken, van Onze Minister van Verkeerswezen en van Onze Minister van Buitenlandse Handel,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN Wij :

Onze Minister van Buitenlandse Zaken, Onze Minister van Verkeerswezen en Onze Minister van Buitenlandse Handel zijn gelast, in Onze naam, bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp in te dienen, waarvan de tekst volgt :

Enig artikel.

De Overeenkomst inzake luchtvervoer tussen België en Turkije en de bijlage, ondertekend op 25 oktober 1956, te Ankara, zullen volkomen uitwerking hebben.

Gegeven te Brussel, op 20 oktober 1959.

VAN KONINGSWEGE :

*Voor de Minister van Buitenlandse Zaken, afwezig,
De Minister van Buitenlandse Handel,*

De Minister van Verkeerswezen,

De Minister van Buitenlandse Handel,

ACCORD

relatif aux transports aériens entre la Belgique et la Turquie.

Le Gouvernement Belge et le Gouvernement de la République Turque, Ayant décidé de conclure un Accord sur les Transports aériens entre la Belgique et la Turquie,

Ont désigné à cet effet des représentants dûment autorisés, lesquels sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

Les Parties Contractantes s'accordent mutuellement les droits spécifiés à l'Annexe ci-jointe en vue de l'établissement des routes et services aériens internationaux énumérés à cette Annexe; lesdits services peuvent être exploités immédiatement ou à une date ultérieure, au choix de la Partie Contractante à laquelle ces droits sont accordés.

Article 2.

a) Chaque service aérien pour lequel le droit d'établissement a été accordé par une Partie Contractante à l'autre Partie Contractante, pourra être mis en exploitation dès que cette dernière Partie aura désigné une ou plusieurs entreprises aériennes pour exploiter le service en question; la Partie Contractante qui aura accordé ce droit, sous réserve des dispositions de l'article 6 ci-après, devra accorder sans délai l'autorisation d'exploitation requise à l'entreprise ou aux entreprises ainsi désignées.

b) La Partie Contractante qui accorde les droits susmentionnés pourra demander à l'entreprise ou aux entreprises ainsi désignées avant de l'autoriser ou de les autoriser à ouvrir les services visés au présent Accord, à fournir conformément aux lois et règlements en vigueur sur son territoire, toutes justifications sur leur qualification.

c) Dans certaines régions qui pourraient être désignées par les Gouvernements intéressés, l'établissement d'un service aérien international sera soumis à l'approbation des autorités militaires compétentes.

Article 3.

Dans le but d'éviter toute pratique discriminatoire et d'assurer l'égalité de traitement :

a) Chacune des Parties Contractantes convient que les taxes imposées ou autorisées pour l'utilisation de ses aéroports et des autres facilités par les entreprises de l'autre Partie Contractante ne seront pas plus élevées que celles qui seraient payées pour l'utilisation desdits aéroports et facilités par ses aéronefs nationaux employés à des services internationaux similaires.

b) Les carburants, les huiles lubrifiantes et les pièces de rechange introduits sur le territoire d'une Partie Contractante par une entreprise désignée par l'autre Partie Contractante, ou pour le compte d'une telle entreprise et destinés uniquement à l'usage des aéronefs de cette dernière, bénéficieront du traitement appliqué aux entreprises nationales ou à celles de la nation la plus favorisée en ce qui concerne l'imposition de droits de douane, de frais d'inspection ou autres droits et taxes nationaux.

c) Les carburants, les huiles lubrifiantes, les pièces de rechange, l'équipement normal et les provisions de bord demeurant à bord des aéronefs civils des entreprises de transports aériens d'une Partie Contractante autorisée à exploiter les routes et les services décrits à l'Annexe seront à leur arrivée sur le territoire de l'autre Partie Contractante ou à leur départ, exempts de droits de douane, frais d'inspection ou autres droits similaires, même au cas où ces approvisionnements seraient employés ou consommés par ces aéronefs au cours de vols au-dessus dudit territoire.

OVEREENKOMST

inzake luchtvervoer tussen België en Turkije.

(Vertaling)

De Belgische Regering en de Regering van de Turkse Republiek, Hebbende besloten een overeenkomst inzake luchtvervoer tussen België en Turkije te sluiten.

Hebben te dien einde behoorlijk gevolmachtigde vertegenwoordigers aangesteld die het volgende overeengekomen zijn :

Artikel 1.

De Overeenkomstsluitende partijen verlenen elkander de in bijbehorende Bijlage omschreven rechten met het oog op het instellen van de in die Bijlage vermelde internationale luchtroutes en -diensten; deze diensten kunnen onmiddellijk of op een latere datum geëxploiteerd worden, naar keuze van de Overeenkomstsluitende partij waaraan die rechten verleend worden.

Artikel 2.

a) Iedere luchtdienst waarvoor het recht van instelling door een Overeenkomstsluitende Partij aan de andere Overeenkomstsluitende Partij verleend is, zal in bedrijf kunnen gesteld worden zodra deze laatste Partij één of meer luchtvaartondernemingen zal hebben aangewezen om de betrokken dienst te exploiteren; de Overeenkomstsluitende Partij die dit recht, onder voorbehoud van het bepaalde in artikel 6 hierna, zal hebben verleend, zal onverwijld de vereiste exploitatievergunning aan de aldus aangewezen onderneming of ondernemingen moeten verlenen.

b) De Overeenkomstsluitende Partij die voormelde rechten verleent, zal aan de aldus aangewezen onderneming of ondernemingen, alvorens ze vergunning te verlenen, de in deze Overeenkomst bedoelde diensten open te stellen, kunnen vragen, overeenkomstig de op haar grondgebied van kracht zijnde wetten en reglementen, alle bewijzen van haar bevoegdheid over te leggen.

c) In sommige streken, die door de betrokken Regeringen zouden kunnen aangewezen worden, zal het instellen van een internationale luchtdienst aan de goedkeuring van de bevoegde militaire overheden voorgelegd worden.

Artikel 3.

Om alle discriminatie te vermijden en de gelijkheid van behandeling te verzekeren :

a) Komt elke Overeenkomstsluitende Partij overeen dat de opgelegde of toegelaten taksen voor het gebruik van haar luchthavens en andere faciliteiten door de ondernemingen van de andere Overeenkomstsluitende Partij, niet hoger mogen zijn dan die welke voor het gebruik van die luchthavens en faciliteiten door haar eigen voor gelijkwaardige internationale diensten gebezigde luchtvaartuigen zouden betaald worden.

b) Zullen de motorbrandstoffen, de smeeroliën en de reserveonderdelen op het grondgebied van een Overeenkomstsluitende Partij ingevoerd door een door de andere Overeenkomstsluitende Partij aangewezen onderneming, of voor rekening van een dergelijke onderneming, en uitsluitend bestemd voor het gebruik door de luchtvaartuigen van deze laatste, op het stuk van tolrechten, inspectiekosten of andere nationale rechten en taksen, de behandeling genieten die op de nationale ondernemingen of op de ondernemingen van de meest begunstigde natie toegepast wordt.

c) Zullen de motorbrandstoffen, de smeeroliën, de reserveonderdelen, de normale uitrusting en de boordvoorraden die zich, bij hun aankomst op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij of bij het vertrek daaruit aan boord bevinden van de burgerlijke luchtvaartuigen van de luchtvervoerondernemingen van een Overeenkomstsluitende Partij, die vergunning bekomen heeft om de in de Bijlage omschreven routes en diensten te exploiteren, vrijgesteld zijn van tolrechten, inspectiekosten of andere soortgelijke rechten, zelfs als deze goederen door die luchtvaartuigen tijdens vluchten boven dat grondgebied mochten gebruikt of verbruikt worden.

Article 4.

Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et les licences délivrés ou validés par une des Parties Contractantes et non périmés, seront reconnus valables par l'autre Partie Contractante aux fins d'exploitation des routes et des services spécifiés à l'Annexe. Chaque Partie Contractante se réserve cependant le droit de ne pas reconnaître valables, pour la circulation au-dessus de son propre territoire, les brevets d'aptitude et les licences délivrés à ses propres ressortissants par un autre Etat.

Article 5.

a) Les lois et règlements d'une Partie Contractante relatifs à l'entrée et à la sortie de son territoire des aéronefs employés à la navigation internationale ou relatifs à l'exploitation et à la navigation d'édits aéronefs durant leur présence dans les limites de son territoire s'appliqueront aux aéronefs de l'entreprise ou des entreprises de l'autre Partie Contractante.

b) Les passagers, les équipages et les expéditeurs de marchandises par avion seront tenus de se conformer, soit personnellement, soit par l'intermédiaire d'un tiers agissant en leur nom et pour leur compte, aux lois et règlements régissant sur le territoire de chaque Partie Contractante, l'entrée, le séjour et la sortie des passagers, équipages ou marchandises, tels que ceux qui s'appliquent à l'entrée, aux formalités de congé, à l'immigration, aux passeports, aux douanes et à la quarantaine.

Article 6.

Chaque Partie Contractante se réserve le droit de refuser une autorisation d'exploitation à une entreprise désignée par l'autre Partie Contractante ou de révoquer une telle autorisation lorsqu'elle n'est pas convaincue qu'une part essentielle de la propriété et le contrôle effectif de cette entreprise sont entre les mains de ressortissants de cette dernière Partie, ou chaque fois que cette entreprise ne se conforme pas aux lois et règlements de l'Etat sur le territoire duquel elle opère, ainsi qu'il est indiqué à l'article 5 ci-dessus, ou ne remplit pas les obligations que lui impose le présent Accord.

Article 7.

Le présent Accord et tous les contrats qui en découleront seront déposés à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

Article 8.

Dans le cas où l'une des Parties Contractantes désirerait modifier l'une quelconque des dispositions de l'Annexe au présent Accord, elle pourra demander que les autorités compétentes des deux Parties Contractantes entrent en consultation à cet effet; cette consultation devant commencer dans un délai de soixante jours à compter de la date de la demande. Toute modification convenue entre lesdites autorités entrera en vigueur après avoir été confirmée par un échange de Notes Diplomatiques.

Si une Convention Générale Aéronautique Multilatérale entre en vigueur pour les deux Parties Contractantes, celles-ci se consulteront à l'effet de mettre les clauses du présent Accord et de son Annexe en concordance avec les dispositions de ladite Convention.

Article 9.

a) Les Parties Contractantes conviennent de soumettre à l'arbitrage tout différend relatif à l'interprétation et à l'application du présent Accord ou de son Annexe, qui ne pourrait être réglé par la voie de négociations directes.

b) Un tel différend sera porté devant le Conseil de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale créé par la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale signée à Chicago le 7 décembre 1944.

c) Toutefois, les Parties Contractantes peuvent, d'un commun accord, régler le différend en le portant soit devant un tribunal arbitral, soit devant toute autre personne ou organisme désigné par elles.

d) Les Parties Contractantes s'engagent à se conformer à la sentence rendue.

Artikel 4.

De bewijzen van luchtwaardigheid, de bewijzen van bevoegdheid en de vergunningen welke door een Overeenkomstsluitende Partij uitgereikt zijn of geldig zijn verklaard, zullen voor de exploitatie van de in de Bijlage omschreven routes en diensten door de andere Overeenkomstsluitende Partij als geldig worden erkend. Nochtans behoudt elke Overeenkomstsluitende Partij zich het recht voor de aan haar eigen onderhorigen door een andere Staat uitgereikte bewijzen van bevoegdheid en vergunningen voor het vliegen boven haar eigen grondgebied niet als geldig te erkennen.

Artikel 5.

a) De wetten en reglementen van een Overeenkomstsluitende Partij, welke op dezer grondgebied het binnenkomen en het vertrek regelen van de voor het internationale luchtverkeer gebruikte luchtvaartuigen of betrekking hebben op de exploitatie en de vluchten van die luchtvaartuigen gedurende hun aanwezigheid binnen de grenzen van haar grondgebied, zullen van toepassing zijn op de luchtvaartuigen van de onderneming of de ondernemingen van de andere Overeenkomstsluitende Partij.

b) De passagiers, de bemanningen en de afzenders van langs de lucht te vervoeren goederen zullen, hetzij persoonlijk, hetzij door bemiddeling van een in hun naam en voor hun rekening handelende derde, de wetten en reglementen moeten in acht nemen welke, op het grondgebied van elke Overeenkomstsluitende Partij, het binnenkomen, het verblijf en het vertrek van de passagiers, bemanningen of goederen regelen, zoals die welke toepasselijk zijn op de binnenkomst, op de formaliteiten voor in- en uitklaring, op de immigratie, op de paspoorten, op de douane en op de quarantaine.

Artikel 6.

Elke Overeenkomstsluitende Partij behoudt zich het recht voor een exploitatievergunning aan een door de andere Overeenkomstsluitende Partij aangewezen luchtvervoeronderneming te weigeren of een dergelijke vergunning in te trekken, wanneer zij niet het bewijs heeft dat een overwegend deel van de eigendom van en het werkelijk toezicht op die onderneming berusten bij onderdanen van deze laatste Overeenkomstsluitende Partij of telkens wanneer die onderneming zich niet gedraagt naar de wetten en reglementen van de Staat op het grondgebied waarvan zij haar bedrijvigheid uitoefent, zoals vermeld in voorgaand artikel 5, of de verplichtingen, haar bij deze Overeenkomst opgelegd, niet nakomt.

Artikel 7.

Deze Overeenkomst en al de eruit voortvloeiende contracten moeten bij de Internationale Burgerlijke Luchtvaart Organisatie neergelegd worden.

Artikel 8.

Indien één van de Overeenkomstsluitende Partijen het wenselijk mocht achten enige bepaling van de Bijlage tot deze Overeenkomst te wijzigen, zal zij kunnen vragen dat de bevoegde autoriteiten van de twee Overeenkomstsluitende Partijen daaromtrent overleg plegen; zodanig overleg moet aanvangen binnen een termijn van zestig dagen na de datum van het verzoek. Iedere wijziging waarover de bedoelde autoriteiten het eens zijn zal van kracht worden nadat ze door een uitwisseling van Diplomatieke nota's zal zijn bevestigd.

Indien een Algemeen Multilateraal Luchtvaartverdrag voor de twee Overeenkomstsluitende Partijen van kracht wordt, zullen deze overleg plegen ten einde de bepalingen van deze Overeenkomst en van haar Bijlage met de bepalingen van dat Verdrag in overeenstemming te brengen.

Artikel 9.

a) De Overeenkomstsluitende Partijen komen overeen alle geschillen betreffende de uitlegging en de toepassing van deze Overeenkomst of van haar Bijlage die niet door middel van rechtstreekse onderhandelingen geregeld kunnen worden, aan een scheidsrechterlijke beslissing te onderwerpen.

b) Een zodanig geschil zal gebracht worden voor de Raad van de Internationale Burgerlijke Luchtvaart Organisatie ingesteld bij het op 7 december 1944 te Chicago ondertekende Verdrag betreffende de Internationale Burgerlijke Luchtvaart.

c) De Overeenkomstsluitende Partijen kunnen echter het geschil in gemeen overleg regelen, door het hetzij voor een scheidsgerecht te brengen, hetzij voor ieder ander door haar aangewezen persoon of lichaam.

d) De Overeenkomstsluitende Partijen verbinden er zich toe zich aan de gedane uitspraak te houden.

Article 10.

Chacune des Parties Contractantes pourra notifier à l'autre Partie son désir de dénoncer le présent Accord. Une telle dénonciation prendra effet douze mois après la date de réception de la notification par l'autre Partie Contractante, à moins que cette notification ne soit annulée d'un commun accord avant la fin de cette période.

Article 11.

Pour l'application du présent Accord et de son Annexe, le terme « territoire » répond à la définition qui en est donnée à l'article 2 de la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale.

Article 12.

a) Le présent Accord sera ratifié et l'échange des instruments de ratification aura lieu à Bruxelles le plus tôt possible.

b) Le présent Accord entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification.

Fait à Ankara, le vingt-cinq octobre mil neuf cent cinquante six, en langue française, en double exemplaire.

Pour le Gouvernement Belge :

WALRAVENS.

Pour le Gouvernement de la République Turque :

Muharrem Nuri BIRGI.

Artikel 10.

Elk der Overeenkomstsluitende Partijen zal de andere Partij haar verlangen kunnen te kennen geven deze Overeenkomst op te zeggen. Een dergelijke opzegging zal uitwerking hebben twaalf maanden na de datum van ontvangst van de kennisgeving door de andere Overeenkomstsluitende Partij, tenzij die kennisgeving in gemeen overleg wordt ingetrokken voordat die termijn verstreken is.

Artikel 11.

Voor de toepassing van deze Overeenkomst en van haar Bijlage beantwoordt de term « grondgebied » aan de bepaling die er van gegeven is in artikel 2 van het Verdrag betreffende de Internationale Burgerlijke Luchtvaart.

Artikel 12.

a) Deze Overeenkomst zal worden bekrachtigd en de uitwisseling van de bekrachtigingsoorkonden zal zo spoedig mogelijk te Brussel geschieden.

b) Deze Overeenkomst zal in werking treden de dag waarop de bekrachtigingsoorkonden zullen uitgewisseld worden.

Gedaan te Ankara, vijf en twintig oktober negentienhonderd zes en vijftig, in tweevoud, in de Franse taal.

Voor de Belgische Regering :

WALRAVENS.

Voor de Regering van de Turkse Republiek :

Muharrem Nuri BIRGI.

ANNEXE.

A. — Les droits de survol en transit et d'escale technique sur le territoire turc ainsi que le droit d'embarquer et de débarquer en trafic international des passagers, du courrier et des marchandises à Ankara et Istanbul sont accordés aux entreprises belges de navigation aérienne à désigner conformément au présent Accord, sur les routes suivantes :

Du territoire belge vers la Turquie et les pays au delà par des points intermédiaires ou non dans les deux directions.

B. — De même, les droits de survol en transit et d'escale technique sur le territoire belge ainsi que le droit d'embarquer et de débarquer en trafic international des passagers, du courrier et des marchandises à Bruxelles et Ostende sont accordés aux entreprises turques de navigation aérienne à désigner conformément au présent Accord, sur les routes suivantes :

Du territoire turc vers la Belgique et les pays au delà par des points intermédiaires ou non dans les deux directions.

C. — Il est convenu que chaque Partie Contractante, avant de mettre un service aérien en exploitation, notifiera à l'autre Partie Contractante l'itinéraire qu'elle propose pour l'entrée et la sortie du territoire de cette dernière; cette Partie indiquera alors les points exacts d'entrée et de sortie, et la route à suivre sur son territoire.

BIJLAGE.

A. — Het recht van overvliegen en dat van landing voor niet-verkeersdoeleinden op het Turkse grondgebied, alsmede het recht om passagiers, post en goederen in internationaal verkeer te Ankara en te Istanboel aan boord te nemen en af te zetten, worden aan de overeenkomstig deze Overeenkomst aan te wijzen Belgische luchtvaartondernemingen, verleend op de volgende routes:

Van het Belgische grondgebied naar Turkije en de verder gelegen landen, al dan niet over tussengelegen punten, in beide richtingen.

B. — Evenzo wordt het recht van overvliegen en van landing voor niet-verkeersdoeleinden op het Belgische grondgebied, alsmede het recht om passagiers, post en goederen in internationaal verkeer te Brussel en te Oostende aan boord te nemen en af te zetten, aan de overeenkomstig deze Overeenkomst aan te wijzen Turkse luchtvaartondernemingen verleend op de volgende routes:

Van het Turkse grondgebied naar België en de verder gelegen landen, al dan niet over tussengelegen punten, in beide richtingen.

C. — Er wordt overeengekomen dat elke Overeenkomstsluitende Partij, alvorens een luchtdienst open te stellen, de andere Overeenkomstsluitende Partij kennis zal geven van de reisroute die zij voor het binnenkomen en het verlaten van het grondgebied van deze laatste voorstelt; deze Partij zal dan nauwkeurig de plaatsen voor het binnenkomen en het verlaten van haar grondgebied, alsmede de boven haar grondgebied te volgen route, aanwijzen.